

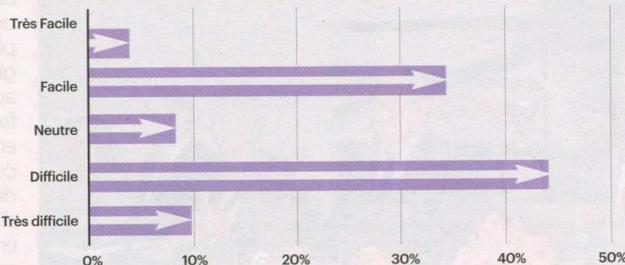
Croissance économique

Les patrons très confiants

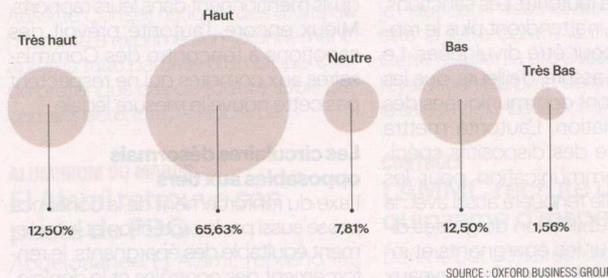
● Une enquête d'Oxford business group atteste que 86% des répondants ont déclaré avoir des attentes positives ou très positives face à l'avenir économique du pays. Pourtant, les 70 PDG interrogés sont peu ou prou satisfaits du financement bancaire, de la fiscalité et de la qualité des fournisseurs locaux.

Malgré des banques frileuses, peu enclines à financer les entreprises, une fiscalité jugée non concurrentielle et des services fournis par les fournisseurs locaux pas très satisfaisants, les dirigeants d'entreprises marocaines ont confiance en l'avenir. C'est en tout cas ce qui ressort de la première enquête du genre réalisée par le cabinet d'intelligence économique Oxford Business Group (OBG) auprès de 70 dirigeants d'entreprises marocaines. Dans un contexte économique flottant avec un taux de croissance des plus bas en 2016, les patrons croient aux vertus de la reprise en cette année 2017 avec un taux de croissance dépassant les 4%, soit la meilleure performance dans la région. Selon les résultats de l'enquête, 86% des répondants ont déclaré avoir des attentes positives ou très positives face à l'avenir économique du pays. Par ailleurs, plus de trois entreprises marocaines sur cinq envisagent de faire un investissement important dans l'économie locale à court terme. C'est qu'il y a d'autres critères que la fiscalité, le financement bancaire ou la qualité des prestations des fournisseurs qui poussent ces dirigeants à rester positifs. Pour Jaime Pérez-Seoane, directeur éditorial Afrique du Nord d'OBG, «le Maroc est sur la bonne voie. Il devrait presque tripler son taux de croissance à 4,35% cette année. Ce faisant, le pays dépassera non seulement la grande région du MENA, mais aussi l'UE, en termes de croissance du PIB alors que l'Algérie et l'Égypte se préparent à voir leur croissance à 1,39% et 3,51% respectivement selon les dernières projections du FMI». Toutefois, le responsable nuance son propos pour montrer plus de vigilance. «Tout

COMMENT DÉCRIREZ-VOUS LA FACILITÉ D'ACCÈS AU CRÉDIT AU MAROC ?



QUEL EST LE NIVEAU DE TRANSPARENCE DES AFFAIRES AU MAROC PAR RAPPORT AUX AUTRES PAYS DE LA RÉGION ?



Plus de trois entreprises sur cinq envisagent de faire un investissement dans l'économie locale à court terme.

ne montrant pas exactement des signes de faiblesse, le Maroc risque néanmoins de stagner si un certain nombre de changements ne sont pas mis en œuvre. Nonobstant le rapport de la Banque mondiale, l'économie dans son ensemble pourrait grandement bénéficier de ré-

formes dans le secteur de l'éducation et de la fiscalité, entre autres», a-t-il expliqué. Il est judicieux de mettre l'accent sur l'éducation qui revient régulièrement dans les rapports des institutions mondiales comme la BM ou le FMI comme levier de croissance. En effet, le capital humain

ne peut jouer pleinement son rôle dans la croissance si l'éducation est défaillante ou incapable de produire des profils économiquement viables. Le problème aujourd'hui, c'est que le gouvernement ne fait pas encore automatiquement le lien. L'Éducation nationale joue les sapeurs-pompiers sans vision stratégique de ce que doit être la réforme du système éducatif. Quant à la fiscalité, des voix s'élèvent demandant un traitement régional qui prenne en compte les spécificités régionales et les besoins économiques qui ne sont pas forcément les mêmes dès que l'on s'éloigne de l'axe Kénitra-El Jadda.

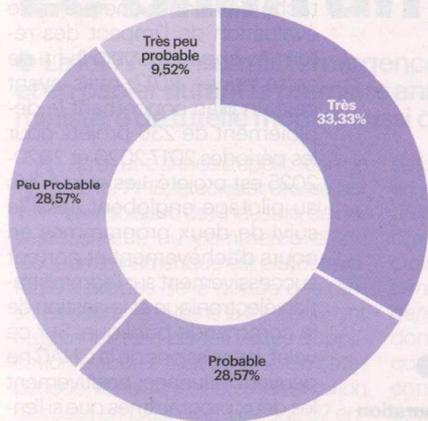
Et pourtant, il paraît que la confiance des chefs d'entreprises ne s'érode pas facilement.

Interrogés sur leur intention d'investir au cours des douze prochains mois, 62% des PDG ont affirmé qu'il était probable ou même très probable que leur entreprise fasse un investissement significatif au Maroc. Ce fort taux de confiance se reflète aussi dans le fait que 77% des dirigeants d'entreprises considèrent le Maroc comme un pays où il est possible de faire des affaires de manière transparente. Contrairement donc à l'idée reçue qu'il faut passer par des chemins tortueux pour accéder aux marchés ou faire fructifier son business, les patrons ont une autre perception. Eux qui sont au prise avec la réalité quotidienne estiment que l'économie marocaine n'est pas aussi verrouillée que l'on pourrait le croire. Justement, c'est cette ouverture que le pays n'a eu de cesse de vendre à l'international lui valant l'afflux en masse des IDE dans une région peu attractive des capitaux mondiaux. En atteste le baromè-

Services, financement, fiscalité...le triangle négatif

Ce sont toujours les mêmes obstacles qui reviennent sur les langues des patrons. Et l'enquête d'OBG n'a fait que le confirmer. Il en ressort que moins de la moitié des PDG se dit satisfait des produits ou des services reçus de fournisseurs locaux. Seulement 44% ont déclaré que leur niveau de satisfaction était élevé ou très élevé. L'accès au crédit est un autre élément qui ne satisfait pas pleinement les entrepreneurs marocains. Plus de la moitié des répondants jugent que l'accès au crédit est difficile ou très difficile. Au chapitre des politiques fiscales, les dirigeants interrogés par OBG ont également constaté que les règlements actuels n'étaient pas adéquats. Seulement 40% ont qualifié l'environnement fiscal comme étant concurrentiel. Dans cette optique, le gouvernement devrait focaliser son attention sur ces trois facteurs essentiels de l'épanouissement du capital.

QUELLE EST LA PROBABILITÉ QUE VOTRE ENTREPRISE RÉALISE UN INVESTISSEMENT EN CAPITAL SIGNIFICATIF DANS LES DOUZE PROCHAINS MOIS ?



SOURCE : OXFORD BUSINESS GROUP

tre d'attractivité 2017 publié en mai dernier par le cabinet international Ernst & Young (EY) qui place le Maroc en tête des pays les plus attractifs sur le continent africain, mais il faut davantage investir dans les ressources humaines comme l'a fortement signalé la Banque mondiale (BM) dans son mémorandum économique consacré au Maroc en avril dernier. L'institution financière mondiale avait exhorté le royaume à mettre l'éducation au cœur de ses réformes s'il veut accélérer son développement économique et d'ajouter dans son rapport que la démarche doit relever d'une thérapie de choc susceptible de remédier aux principales entraves qui pèsent sur le système éducatif. La BM a même parlé

C'est quoi le baromètre OBG ?

Le sondage réalisé par OBG a été conçu, explique-t-on, pour évaluer l'indice de confiance des dirigeants d'entreprise quant à la situation économique et les perspectives de développement au cours de la prochaine année. Contrairement à de nombreuses enquêtes, le baromètre des entreprises d'Oxford Business Group est réalisé par les professionnels d'OBG lors d'entrevues individuelles auprès de dirigeants d'entreprises de tous les secteurs industriels, quelle que soit leur taille ou leur spécialité. Les résultats sont anonymes. Le baromètre des entreprises OBG a été réalisé auprès de compagnies ayant les paramètres suivants : 53% des entreprises interrogées étaient internationales, 28% des entreprises étaient locales et 83% des entreprises interrogées sont privées. Les données recueillies permettent d'analyser l'indice de confiance à l'intérieur d'un pays, aussi bien au plan régional que mondial.

de l'importance de mettre en branle une sorte de miracle éducatif car sans éducation au niveau escompté, combinée à un environnement économique encourageant l'initiative privée, la tant souhaitée émergence du pays risque de mettre plus de temps que prévu. Certes, l'enquête de l'OBG est encourageante, mais elle ne fait pas non plus l'im-

pas sur les zones d'ombres et les retards qu'il va falloir rattraper sans tergiverser. Et pour qu'une économie, même diversifiée, ne tombe pas dans l'atonie, le gouvernement doit commencer à encourager l'innovation qui fait aujourd'hui défaut.

PAR **MOSTAFA BENTAK**
m.bentak@leseco.ma